



DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL

L'an deux mille **vingt-quatre**,
Le **vingt-quatre mai**,
le Conseil Municipal de la Commune de LE VAL (Var)
dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire,
en mairie sous la présidence de **Monsieur Jérémy GIULIANO, Maire**.
Date de convocation du Conseil Municipal : 17 mai 2024.



Nombre de Conseillers :

en exercice : 27

Présents ou

Représentés : 26

Absent : 01

Votants : 26



Objet :

MOTION RELATIVE AUX MESURES D'ECONOMIES ANNONCEES PAR L'ETAT SUSCEPTIBLES D'AFFECTER LES FINANCES LOCALES A L'INITIATIVE DE L'ASSOCIATION DES PETITES VILLES DE FRANCE

Présents : MM. Jérémy **GIULIANO** - Alain **ALBERTI** - Colette **ALEXANDRE** - Christian **BENTOUMI** - Laurence **BERLEMONT** - Anastasia **BRENGUIER** - Jeanne **CAVALLARO** - Steve **COURDOUAN** - Géraldine **DUDON** - Max **FABRE** - Patrick **FALANTIN** - Julien **LASSAUQUE** - Christian **LEFEVRE** - Michel **MAUREL** - Luc **PERNEY** - Corinne **RINAUDO** - Josiane **VILAIN**.

Représentés : MM. Sophie **ARGOUARC'H** représentée par Julien **LASSAUQUE** - Gisèle **CONFORTI-PERNEY** représentée par Luc **PERNEY** - Jean **CULINATI** représenté par Christian **LEFEVRE** - Anaïs **DUFEUX** représentée par Géraldine **DUDON** - Marie-Sylvie **GROVER** représentée par Colette **ALEXANDRE** - Franck **JAMAIN** représenté par Corinne **RINAUDO** - Colette **LAIRE** représentée par Max **FABRE** - Georges **AYMONIN** représenté par Josiane **VILAIN** - Olivier **BARALE** représenté par Christian **BENTOUMI**.

Absent : MM. Norbert **GIRAUD**.

Secrétaire de séance : Mme Josiane **VILAIN**



Rapporteur : M. Jérémy **GIULIANO**

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L 2121-29.

CONSIDERANT qu'à la suite de la publication des chiffres du déficit public pour l'année 2023 et de la gravité de la situation des finances et de la dette publique, le gouvernement a décidé un certain nombre de mesures d'économie et d'imposer aux collectivités de réduire les dépenses de fonctionnement de 0,5 % en volume en dessous du niveau de l'inflation.

CONSIDERANT que les efforts demandés aux collectivités représenteraient une ponction de 15 milliards d'euros sur 5 années, alors même que les collectivités territoriales ont de plus en plus de mal à faire fonctionner les services publics locaux et sont appelées à prendre de plus en plus le relais de l'État dans le domaine de la santé, de la sécurité et très bientôt de la petite enfance avec la mise en place d'un service public à l'échelle du bloc communal.

CONSIDERANT que les collectivités, soumises à « la règle d'or » réalisent 70% de l'investissement public et près de 20 % des dépenses publiques, alors qu'elles représentent moins de 9 % du total de la dette publique, elles ne sont par conséquent nullement responsables de la dégradation des comptes publics.

CONSIDERANT que l'autonomie financière et fiscale des collectivités territoriales est remise en cause depuis une vingtaine d'années par la suppression de leurs leviers fiscaux et une recentralisation rampante de l'Etat.

Le Conseil municipal rappelle que les collectivités n'ont jamais été à l'origine des diverses mesures de suppression d'impôts locaux de ces 20 dernières années qui ont porté atteinte à l'autonomie fiscale des collectivités tout en coûtant de plus en plus cher à l'Etat.

Le Conseil municipal rappelle que les Maires ont été présents au moment de la crise sanitaire, palliant les carences de l'Etat et qu'ils ont subi récemment la flambée des prix de l'énergie ainsi que diverses mesures normatives prises unilatéralement par l'Etat et qui ont un coût considérable pour les budgets locaux.

Le Conseil municipal rappelle qu'à l'heure où interviennent ces coupes budgétaires, les conseils municipaux sont engagés en deuxième partie de mandat dans la mise en œuvre de leurs programmes municipaux, notamment avec des investissements dans le cadre de la transition écologique.

Le Conseil municipal demande au gouvernement de ne pas remettre en cause la capacité d'agir des collectivités, et de leur permettre de mener à bien les projets issus des engagements pris lors de la campagne municipale.

Le Conseil municipal demande enfin au gouvernement de garantir l'autonomie financière et fiscale des collectivités et d'instaurer transparence, lisibilité et prévisibilité dans les relations financières entre l'Etat et les collectivités, rappelant que l'article 1^{er} de la Constitution stipule que « l'organisation de la République est décentralisée ».

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après en avoir entendu l'exposé,
Après en avoir délibéré,
A l'unanimité,

- **ADOpte** la motion présentée ci-dessus.

La secrétaire de séance,
Josiane VILAIN



Fait et délibéré les jour, mois et an susdits.

Le Maire,
Jérémy GIULIANO

